



A 7 ans, Luan Ndevataj est orphelin. Il vit enfermé avec la famille de son oncle dans la banlieue de Shkodër. Tous les siens sont menacés par la «gjakmarrja», la «reprise de sang», depuis que le père de Luan a commis un meurtre il y a dix-huit ans.



**EN EUROPE,
LES DETTES
DE SANG
EXISTENT
ENCORE**

LES RECLUS DE LA VENDETTA

Une coutume archaïque hante les montagnes du nord de l'Albanie. Là, tout homicide doit être vengé par un autre meurtre. Pour échapper à cette spirale infernale, les familles des assassins sont contraintes de rester cloîtrées chez elles. Elles nous ont pourtant ouvert leurs portes.

PAR JEAN-ARNAULT DÉRENS (TEXTE)
ET GUILLAUME HERBAUT (PHOTOS)



Les sept enfants de Shkurte Ndevataj (en h. à g.) ne sortent pas de la maison. Pranvera (ci-dessus), 14 ans, comme ses frères Pashk et Pali, 17 et 15 ans, n'ont jamais été à l'école. Trois de leurs oncles ont déjà été abattus. En théorie, la vendetta épargne les femmes et les enfants. En théorie...

a famille Ndrevataj vit dans une petite maison adossée à la voie ferrée, dans un quartier périphérique de Shkodër, la grande ville du nord de l'Albanie. La maisonnée regroupe cinq garçons, une fille d'une dizaine d'années et un neveu de 7 ans, Luan, dont le père a été tué. Les hommes de la maisonnée n'osent pas aller plus loin que l'enclos de la cour. Les enfants ne sont pas scolarisés,

même s'ils bénéficient, de temps en temps, de quelques cours à domicile donnés par une institutrice volontaire. Seule la mère sort mais, comme son époux ne travaille plus, la famille croule sous les dettes. Les Ndrevataj vivent ainsi, cloîtrés, depuis... 2000. Victimes de la «gjakmarrja», la «reprise de sang». Comprendre, la vendetta qui a bouleversé leur sort depuis ce jour de 1996, quand, dans un village reculé de la montagneuse région de Tropojë, Pëllumb, le père de Luan, a tué un de ses collègues de travail, Gjin G. (il est préférable de ne pas donner son nom). Ce dernier l'avait insulté au cours d'un repas. «Pour un verre de raki, notre destin a été brisé», soupire madame Ndrevataj. Comme des milliers d'autres familles, la sienne est alors devenue otage de la vendetta.

Cette vieille tradition, régie par le «kanun», le code coutumier, est toujours profondément ancrée dans les montagnes du nord de l'Albanie et du Kosovo. Parce qu'un frère, un père, un oncle a tué, parfois pour solder une vieille dispute, pour un conflit d'argent, souvent pour une simple querelle d'après-boire, le meurtrier condamne toute sa parentèle, proche ou plus lointaine, à la claustration entre les quatre murs d'une maison. Maigre protection contre la revanche que cherche à prendre la famille adverse. La vendetta, en effet, donne lieu à une sinistre arithmétique : le nombre de «sangs» perdus par chaque famille doit s'équilibrer pour qu'une réconciliation soit envisageable. Normalement, le sang d'un homme ne peut être «repris» que par le meurtre d'un autre homme adulte. Ce qui épargne théoriquement les femmes et les garçons de moins de 14 ans, mais cette règle n'est plus respectée. Selon un rapport publié en 2013 par l'État albanais, près de 10 000 familles seraient concernées par le phénomène.

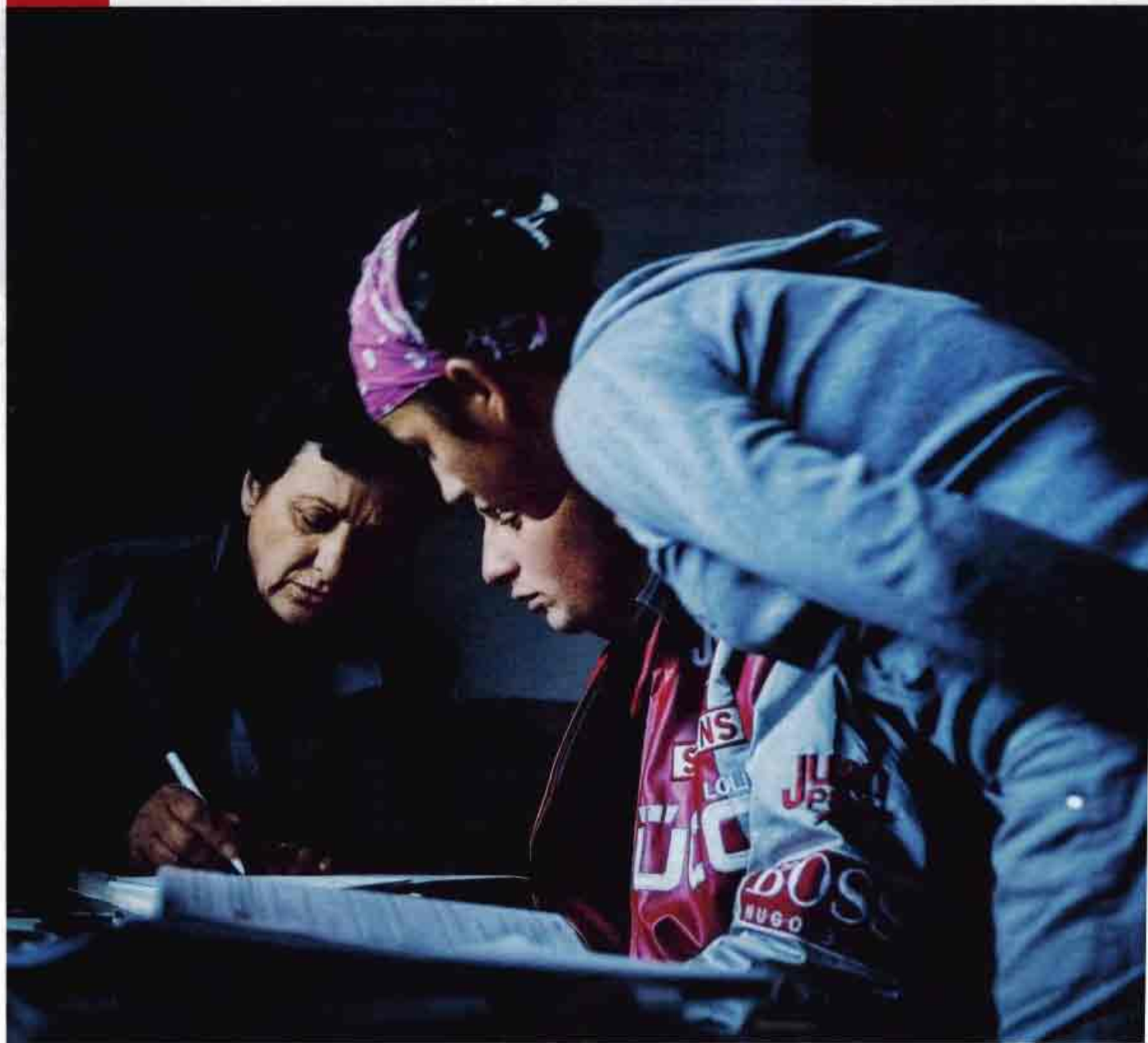
L'engrenage dans lequel sont tombés les Ndrevataj après le coup de sang de Pëllumb contre son collègue Gjin est aussi édifiant qu'implacable. Le jour de l'enterrement de Gjin, deux des frères de Pëllumb furent abattus, sans que ce double meurtre ne soit revendiqué. Pëllumb, arrêté pour le meurtre de Gjin, passa neuf mois en prison avant de s'échapper à l'occasion des violentes émeutes qui embrasèrent l'Albanie au printemps 1997. En 2000, le fugitif rejoignit Tirana, la capitale, où vivait ●●●



Alexis Ndreja (en b.), 18 ans, vit entre quatre murs depuis onze ans. Son père, assassiné en 2003 (en h.), a déjà fait les frais de la «reprise de sang». Faute de pouvoir être scolarisés normalement, les enfants de la vendetta reçoivent parfois des cours à domicile, dispensés par des enseignants bénévoles, comme Liliijona Luanani (à d.).



**À L'ORIGINE, C'EST UNE AFFAIRE D'HOMMES.
DÈS L'ÂGE DE 14 ANS, LES GARÇONS
PEUVENT ÊTRE VICTIMES OU BOURREAUX**



Mustafa Daija, 65 ans, plus connu sous le nom d'Oncle Mustafa, est un «pacificateur». Contre plusieurs milliers d'euros, il joue les médiateurs entre familles rivales. Un business lucratif, dans lequel il est souvent difficile de faire la part entre crapules et honnêtes gens. Du feutre mou au porte-cigarettes ouvragé, certains pacificateurs ont tous les attributs du chef mafieux.



●●● désormais la famille rivale. Il tua alors Buç, l'un des frères de Gjin et – «par mégarde» – le fils de celui-ci, âgé de 13 ans. Pëllumb fut ensuite abattu par la police. L'affaire aurait pu se terminer là. Mais, en Albanie, la question n'est pas de savoir quel est le premier coupable, celui qui a enclenché le cycle fatal. Seul compte le nombre de «sangs» versés. Si, dans chaque famille, les morts sont à part égale, il sera plus facile de parvenir à une réconciliation. Sinon, il faudra que celle qui a perdu le plus de «sangs» pardonne à celle qui lui en «doit». Dans le conflit entre les Ndrevataj et la famille de Gjin, chaque camp compte trois morts. Mais Pëllumb Ndrevataj a été abattu par la police, et non par la famille rivale. Et cette dernière refuse de s'attribuer le meurtre des deux frères de Pëllumb, soutenant qu'ils auraient été tués par une tierce partie à cause d'un autre conflit. Surtout, Pëllumb a assassiné un enfant, théoriquement préservé de la vengeance par le kanun. Lorsqu'elle a appris que ce crime avait été commis, la famille de Pëllumb a compris que le compte n'y était pas. Elle s'est cloîtrée, renonçant à mener une vie «normale», du moins tant que les rivaux n'accepteraient pas d'accorder leur pardon et d'entrer dans une logique de réconciliation.

Les conséquences sont parfois étonnantes. Par exemple, Luan, le fils de Pëllumb, n'a pas été baptisé, personne n'osant servir de parrain au fils de l'assassin. Et comme, dans la tradition des catholiques du nord de l'Albanie, il est interdit de couper les cheveux d'un enfant non baptisé, régulièrement, on brûle

avec un briquet les cheveux du gamin. Les familles de Pëllumb et de Gjin ont quitté leurs montagnes déshéritées. Les Ndrevataj se sont installés à Shkodër ; leurs rivaux, dans un faubourg de Tirana. Ils vivent aux confins de la capitale, sur une colline où des squatters venus du nord ont édifié leur quartier, hors de tout plan d'urbanisme, construisant des maisonnettes sur des terrains inoccupés. C'est là, dans le jardin de leur maison, que Buç G. et son fils furent abattus par Pëllumb. Un des oncles refait les comptes : les Ndrevataj ont tué trois hommes de sa famille, dont un enfant, tandis que lui ne reconnaît aucun meurtre de son côté. A ses yeux, le résultat est donc de 3 à 0 en sa «défaveur», et de pardon, il ne saurait être question. «Je sais que les Ndrevataj vivent cloîtrés, et je sais où, mais je ne veux pas qu'ils connaissent la paix, je veux qu'ils se réveillent le matin et s'endorment le soir avec la peur au ventre», clame-t-il.

Parmi les Ndrevataj, certains tentent d'échapper à cette fatalité. Il y a quelques mois, Pashko, tout juste 18 ans, le second fils de Pëllumb, a quitté Shkodër pour l'étranger. La famille s'est endettée pour payer son billet d'avion et lui donner un petit pécule de 200 euros. En France, dans le centre d'accueil où le jeune homme voulait déposer une demande d'asile, il a aperçu un membre de



hauteurs méditerranéennes, que ce soit dans le Monténégro voisin, en Herzégovine, en Grèce, en Corse, en Sardaigne, dans les montagnes du Liban ou encore de l'Atlas. Mais l'Albanie est le seul pays où ce code reste d'actualité. Sévèrement réprimé pendant la période communiste, sous Enver Hoxha, le kanun a repris ses droits à l'effondrement du régime en 1992. En réalité, les pratiques actuelles sont très éloignées du code ancestral qui interdisait rigoureusement de tuer des femmes ou des enfants. Et dans un pays où l'Etat et la justice sont défaillants, de nombreuses familles des régions reculées du nord préfèrent se tourner vers ce kanun, même dévoyé. Du coup, fourmillent les pacificateurs véreux et des dizaines d'associations qui proposent de réconcilier les familles moyennant quelques dizaines d'euros, plus les frais de route pour une journée de «travail», c'est-à-dire une simple visite dans la famille rivale. En revanche, pour une pacification réussie, de fortes sommes,

la famille adverse. Il s'est aussitôt enfui en Italie. Mais Pashko, qui a vécu cloîtré depuis l'âge de 6 ans, n'a jamais été à l'école et ne parle aucune langue étrangère. Il ne pourra pas mener longtemps cette vie de clandestin, et l'exil ne lui offre qu'une sécurité très aléatoire. Car les vengeances se poursuivent aussi hors du sol albanais. Et c'est certainement Pashko le plus menacé : «Ils veulent tuer un Ndrevertaj de la jeune génération, pour faire souffrir davantage la lignée», soupire le «pacificateur» qui nous a accompagné dans la famille de Gjin. Dans la tradition albanaise, les pacificateurs sont des hommes mûrs et respectés pour leur honneur sans tache et leur probité. Gardiens du kanun, ils servent de médiateurs entre les familles rivales.

Le code coutumier repose sur deux notions fondamentales : l'hospitalité et l'honneur des familles. Durant les siècles de domination ottomane, l'Etat et la justice ne pénétraient pas dans les montagnes reculées de l'Albanie, et les conflits étaient réglés par des assemblées de sages, sur la base du kanun. Si un meurtre était commis, ce code prévoyait les conditions de «rachat» pour sauver l'honneur de la famille de la victime. C'est un franciscain, le père Shtjefën Gjeçovi, qui coucha par écrit, à la fin du XIX^e siècle, les règles du kanun jusqu'alors transmises par la tradition orale. Leur origine remonterait au prince Lekë Dukagjini, qui régna sur la région au XV^e siècle. Des règles similaires ont fonctionné dans quasiment toutes les sociétés patriarcales des

LE PETIT LUAN N'A PAS ÉTÉ BAPTISÉ : QUI PRENDRAIT LE RISQUE D'ÊTRE SON PARRAIN ?

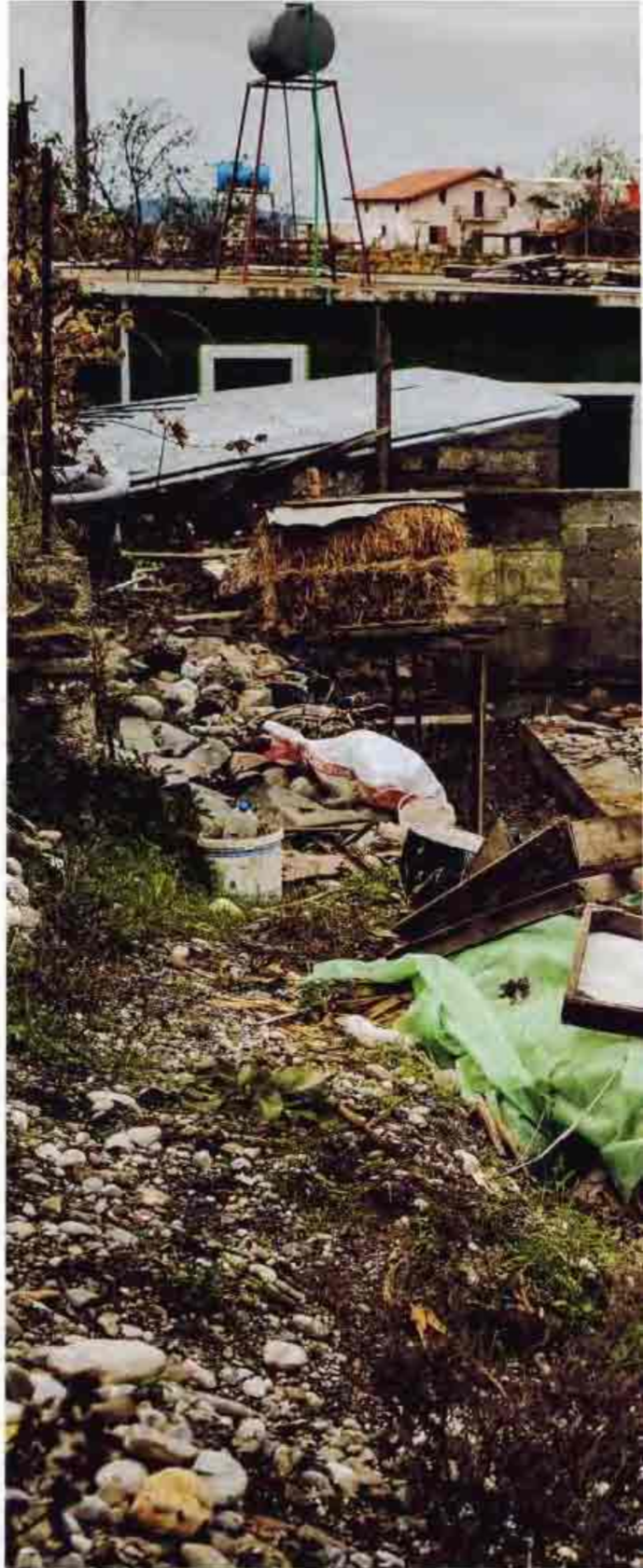
jusqu'à plusieurs milliers d'euros, peuvent être réclamées. Ces associations de médiateurs ont aussi développé une activité particulièrement rentable : elles délivrent des certificats, attestant qu'une famille est bien menacée par une vendetta. Avec ce bout de papier, vendu 200 ou 300 euros, elles font miroiter aux candidats à l'exil l'espoir d'obtenir l'asile dans les pays occidentaux.

«Oncle Mustafa» est l'un de ces pacificateurs louches œuvrant au nom du kanun. L'homme cultive un style de parrain italien de la grande époque : costume trois-pièces au pantalon trop brillant, chapeau, grosse chevalière à la main gauche. Il donne ses rendez-vous au bar du Grand Hotel Europa, l'établissement le plus chic de Shkodër, carré dans les fauteuils de velours rouge aux boiseries dorées. Il se déplace toujours accompagné d'un ou deux acolytes, qui font office de chauffeurs ou de gardes du corps, selon les circonstances. Oncle Mustafa, qui avoue 65 printemps, a eu plusieurs vies : dans les années 1990, il s'occupait déjà de «pacification», mais sous la «protection» de l'un des principaux parrains de la ville. Avant cela, sous le communisme, Oncle Mustafa travaillait à l'université de la ville – comme professeur d'histoire, soutient-il, comme chauffagiste, se souviennent les ●●●

●●● témoins de l'époque. L'homme a l'habitude de «travailler» avec les journalistes étrangers mais, là aussi, tout est tarifé : il ne veut pas se rendre sur le «terrain» sans faire payer sa prestation. Il faut donc provoquer son honneur pour le convaincre de partir du côté de Hot i Ri, un faubourg lointain de Shkodër où les familles cloîtrées se comptent par dizaines. On finira par se perdre en sa compagnie dans les ruelles bordées de murs aveugles. D'ordinaire, Oncle Mustafa préfère que les familles viennent à lui, dans son quartier général de l'hôtel Europa, afin de solliciter le certificat qui permettra à leurs fils menacés de demander asile à l'étranger.

Cet aspect gêne beaucoup les autorités albanaises : le pays a obtenu en décembre 2010 la levée du régime des visas pour pénétrer dans l'espace Schengen. Les citoyens albanais peuvent voyager librement trois mois par an, sans avoir pour autant le droit de s'établir dans l'Union européenne ni d'y travailler. Un régime qui pourrait être remis en cause s'il s'avérait qu'un trop grand nombre d'Albanais demandaient l'asile dans les pays occidentaux. Par ailleurs, la vendetta à l'albanaise donne une bien mauvaise image d'une nation qui rêve d'entrer un jour dans l'Union européenne... Selon le Conseil national de la pacification – la moins contestée des fameuses associations – 1 300 familles seraient actuellement impliquées dans des vendettas, qui ont connu une forte recrudescence en 2011 et 2012. Un rapide calcul : 1 300 groupes familiaux élargis, cela peut représenter 20 000 ou 30 000 personnes, soit 1 % de la population totale du pays, l'Albanie comptant un peu moins de trois millions d'habitants. Dans un rapport rendu public en avril 2013, le médiateur de la République albanaise donne, quant à lui, des chiffres dramatiquement plus élevés. Il évoque 10 000 familles concernées depuis la chute du régime communiste. Certaines vendettas ont fait l'objet d'une pacification, mais la plupart se poursuivent encore aujourd'hui.

Aleks Hajdari est le chef de la police régionale de Shkodër – la zone la plus affectée par le phénomène. Il explique que le cadre légal a été durci, la vendetta étant désormais retenue comme circonstance aggravante dans les procès pour meurtre. L'homme assure qu'elle est en régression mais ●●●



CETTE JUSTICE D'UN AUTRE ÂGE NUIT À L'IMAGE



De nombreuses familles otages de la vendetta vivent dans la périphérie de Shkodër. Vue de l'arrière-cour des Ndrevataj, rien ne laisse penser que cette ville de 200 000 habitants, capitale économique du nord de l'Albanie, est un des fleurons culturels et touristiques du pays, situé dans un cadre enchanteur, entre le lac homonyme et les Alpes albanaises.

DU PAYS, QUI RÊVE D'UN DESTIN EUROPÉEN

Chez les Ndrevataj, catholiques comme environ 10 % des Albanais, des crucifix ornent les murs. Cette minorité, dans un pays surtout musulman (mais peu pratiquant), est très présente dans le Nord. En 2012, les autorités catholiques ont décidé d'excommunier les auteurs de meurtres liés à la vendetta.



LE KANUN, UN CODE HÉRITÉ DU XV^e SIÈCLE

●●● Il peine avec ses assistants à produire des statistiques convaincantes – les chiffres seraient des secrets d'État. Il finira par reconnaître que l'on compte 400 familles «à problèmes» dans la région de Shkodër, et que seize meurtres ont été enregistrés en 2012, dont quatre liés à des affaires de vendetta. Le père Gjovalin Suka, curé de la cathédrale et porte-parole de l'archevêché, a des doutes sur ces estimations. «Je ne peux pas donner de chiffres, reconnaît-il. Mais à l'été 2012, on entendait parler de nouvelles exécutions toutes les semaines, si bien que l'Eglise a pris une mesure radicale : l'excommunication de tous les auteurs de meurtre.» Le décret a été lu en chaire dans toutes les églises de l'archevêché de Shkodër, provoquant l'émoi des fidèles. «Pourtant, ce décret ne fait que confirmer un des commandements majeurs : l'interdiction du meurtre, poursuit Dom Gjovalin. Et, conformément au nouveau droit canon catholique, l'excommunication n'est prononcée que si la culpabilité du meurtrier a été reconnue par la justice civile.»

Lena M. et son fils Aleks, 16 ans, viennent aussi des montagnes. Depuis qu'ils ont été forcés de quitter en 1997 la région de Dukagjini, ils vivent en réclusion dans un faubourg de Shkodër. Le père d'Aleks a été tué pour une vengeance remontant... à plus de soixante ans ! Désormais, Aleks est le seul garçon de la famille, a priori la prochaine victime désignée. Pour se rendre chez eux, il faut traverser l'un des cimetières catholiques de la ville. Les rues défoncées sont bordées d'épicerie qui proposent des produits alimentaires de base et des couronnes mortuaires aux fleurs en plastique de couleur éclatante. «Si l'on res-

LE MARIAGE Les unions sont arrangées, avec l'intervention d'un «entremetteur». La fiancée sera mariée de force si elle refuse l'homme qu'on lui a choisi.

Le mari a le droit de tuer sa femme si elle veut le quitter. Une femme qui se marie sans le consentement de sa famille sera bannie à jamais par celle-ci.

LA MAISON Elle est inviolable. Le simple fait de pousser la porte d'entrée sans y être invité par un membre de la famille est considéré comme une violation et peut entraîner de lourdes représailles.

L'HONNEUR Perdre l'honneur équivaut à perdre la vie. Celui qui ne se venge pas d'un sang versé subira des humiliations qui feront de son existence un calvaire. Si un homme est outragé, sa famille a le droit de tuer celui qui l'a insulté.

LA FAMILLE Elle est sacrée et l'homme en est le gouverneur absolu. On distingue le côté paternel de la famille («l'arbre du sang») du côté maternel («l'arbre du lait»). Le sang d'une femme ne peut avoir d'honneur.

pectait la loi, il n'y aurait pas de meurtres, mais le kanun passe avant la loi, bien sûr», soupire Lena. Pour survivre, la veuve coud à domicile des chaussures de sport destinées à une fabrique italienne installée dans la ville. Son salaire mensuel est de quatre-vingts euros, pour quinze paires à livrer chaque jour. Les familles cloîtrées représentent une main-d'œuvre très «concurrentielle». Aleks n'est presque jamais sorti de chez lui et tient beaucoup à son seul trésor : une console de jeu vidéo. Il aide également sa mère à compléter ses revenus : il fabrique des chapelets payés dix centimes d'euros pièce par une entreprise qui les revend ensuite à l'Eglise. Cette dernière joue son rôle dans les pacifications. Quand un accord est trouvé entre deux familles catholiques rivales, la réconciliation est scellée devant l'autel, «au nom de la Croix du Christ». Quand le conflit oppose une famille catholique et une famille musulmane, le prêtre et l'imam sont tous deux mis à contribution. La cérémonie de pacification est alors laïque, en plein air, sur une place de la ville, pour que tout le monde en soit témoin. Qui prendra le risque de rallumer le conflit violera la «besa», la parole donnée, dont la valeur est sacro-sainte.

La vendetta est pour l'essentiel une affaire d'hommes. Mais parfois, il arrive que des femmes tuent, elles aussi. Merita D. est professeure de musique à Fushë-Arrez, une petite cité perdue dans la montagne, assemblage d'une dizaine de barres HLM lépreuses construites à l'époque du communisme pour abriter les travailleurs des mines d'or, de zinc et de cuivre de la région. La vie conjugale de la jeune femme a été un enfer. Très vite après son mariage avec Tomin, celui- ●●●

Le nord de l'Albanie (ici près du village de Rrëmbull) peine à se défaire de sa mauvaise réputation. En décembre dernier, le pays s'est vu refuser, pour la quatrième fois, le statut de candidat à l'entrée dans l'UE. En cause : pauvreté, dette publique, mais aussi persistance du crime organisé.



... ci a commencé à la battre, et même à la torturer publiquement. Merita a voulu divorcer, elle a demandé la protection de la police, en vain. Tomin était un des parrains de la région, dirigeant d'un petit parti politique racketteur notoire mais aussi ami des forces de l'ordre... En 2006, la jeune femme se réfugia chez sa mère, Bardha, qui vit dans une ferme reculée. Le mari, en état d'ébriété, la poursuivit, ouvrit le feu. Bardha se saisit d'un fusil automatique et tua son gendre – d'une seule balle, en plein front. On pourrait s'étonner qu'une veuve dispose d'une kalachnikov et sache aussi bien s'en servir, mais il va ainsi dans les montagnes du nord de l'Albanie. «Mon gendre s'est suicidé, il a précipité son front sur la balle», assure Bardha, qui n'a effectué qu'un très court séjour en prison, la légitime défense ayant été vite établie.

D'ailleurs, la communauté locale approuve son geste meurtrier. La belle-famille elle-même reconnaît volontiers que Tomin était devenu un dangereux voyou. Mais un sang est un sang, et le meurtre de Tomin exigeait réparation. Bardha, la grand-mère à la kalachnikov, vit donc depuis 2006 recluse dans sa ferme. Deux de ses trois fils, les frères de Merita, sont eux cloîtrés à Tirana. Le troisième est parti à l'étranger. A priori, Merita elle-même n'est pas menacée, puisqu'elle est une femme, pas plus d'ailleurs que son fils de 14 ans, celui-ci appartenant au «sang» de Tomin, tué par sa grand-mère... L'adolescent et sa petite sœur peuvent rendre visite à leurs grands-parents paternels comme à leur grand-mère Bardha. Mais une

pacification est difficile à envisager, car le fait que le meurtrier ait été une femme jette la plus grande honte sur la famille de la victime. Certains voisins encouragent la famille de Tomin au pardon. Mais la mère refuse d'oublier le sang de son fils.

De fait, ce sont souvent les femmes qui entretiennent la flamme de la vengeance. Sœur Katrina est une religieuse allemande de la communauté catholique du Chemin spirituel, installée depuis 1999 à Dobrac, un faubourg de Shkodër. Parmi les immigrants venus des montagnes, des dizaines de familles vivent là en réclusion. Sœur Katrina, qui parle parfaitement albanais, connaît l'histoire de chacune d'elles. La religieuse les visite sans relâche : «Le pardon et la pacification sont un très long chemin», dit-elle. Sa communauté s'occupe notamment des enfants de foyers cloîtrés et en 2012, les sœurs avaient même emmené certains d'entre eux à Rome. Aujourd'hui, une dizaine de jeunes sont réunis dans la salle de jeux. Des volontaires allemands sont allés les chercher en minibus. Les enfants doivent écrire une lettre au pape François pour lui expliquer leur situation. L'animateur de la journée s'appelle Viktor : il a 22 ans et a lui-même grandi en claustration. «A 14 ans, j'ai vraiment compris que j'étais limité dans mes déplacements et que je ne pouvais pas vivre comme les autres enfants», raconte-t-il. Les sœurs m'ont aidé à faire l'essentiel : rejeter le kanun. Je sais que je peux être tué à tout moment, mais j'ai choisi de prendre ce risque, de casser le carcan de la peur. Avec les enfants qui viennent au centre, nous parlons beaucoup du pardon. J'essaie de les aider à franchir ce pas.» Viktor rêve de devenir mécanicien et de pouvoir mener une vie «normale». Enfin. ■

Jean-Arnault Dérens